

N. I. Boukharine

VIII^e Congrès du PC(b)R

(18 – 23 mars 1919)

Rapport sur le Programme

Deuxième séance (Matin du 19 mars)

Discours de clôture

Troisième séance (Soirée du 19 mars)

Source :

ПРОТОКОЛЫ СЪЕЗДОВ И КОНФЕРЕНЦИЙ ВСЕСОЮЗНОЙ КОММУНИСТИЧЕСКОЙ ПАРТИИ (б), ВОСЬМОЙ СЪЕЗД РКП (б), 18 — 23 МАРТА 1919 Г., ПОД РЕДАКЦИЕЙ : Ем. ЯРОСЛАВСКОГО, ПАРТИЙНОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО МОСКВА ★ 1933, Стр. : 36-49 ; 109-116.

[PROTOCOLES DES CONFÉRENCES ET CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE TOUTE L'UNION (B), Huitième congrès du Parti communiste russe (bolcheviks) 18 - 23 MARS 1919., NOTES DE LA RÉDACTION : Em. JAROSLAVSKY, MAISON D'ÉDITION FÉDÉRALE MOSCOU ★ 1933, pp. 36-49 et 109-116]

[La traduction proposée est une traduction de travail – un « mot à mot » certainement perfectible, mais peut-être assez proche du style oral de ce protocole sténographique. Les notes de la rédaction ont été conservées, elles témoignent de la vision du PC(b)R sur son histoire en 1933]

Interventions de Boukharine au 8^e congrès du PC(b)R

(19 mars 1919)

VIII^e Congrès du PC(b)R

Deuxième séance

(Matin du 19 mars 1919).

La réunion est ouverte à 11 h 50. Le président de séance est le Camarade Lénine.

Le Président : Permettez-moi de déclarer la réunion ouverte. Je donne la parole au Camarade Lozovsky du parti des sociaux-démocrates-internationalistes¹.

Lozovsky : Permettez-moi, camarades, au nom du Comité central des sociaux-démocrates-internationalistes, de saluer le Congrès du Parti communiste russe. Ce congrès siège maintenant dans une situation si difficile, il a un travail si colossal à faire, qu'il est tout à fait évident que pour tous les

1. Le groupe internationaliste social-démocrate est un groupe de gauche menchévique. Il a d'abord émergé comme un courant spécial pendant la guerre impérialiste, exigeant la "fin" de celle-ci, mais se prononçant contre les slogans bolcheviques de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et de défaitisme. Il s'organise en août 1917 en formant l'"Organisation des internationalistes sociaux-démocrates unis". En janvier 1918, il s'est rebaptisé "Parti ouvrier social-démocrate russe (internationalistes)" lors de son congrès fondateur. Après la révolution d'octobre, des représentants de ce "parti" ont rejoint le Comité exécutif central, mais y ont joué le rôle d'opposition sur toutes les questions de politique internationale et intérieure. Ce groupe considérait la politique bolchevique de construction et d'édification du socialisme comme "ruineuse" et s'était fixé pour tâche de "démasquer le bolchevisme" et de "propager l'idée de la nécessité de convoquer une Assemblée constituante entièrement nationale". A l'automne de 1918, un rapprochement avec le Parti communiste se dessine au sein du groupe des Internationalistes sociaux-démocrates. Lors de la conférence panrusse de novembre 1918, il se dissocia des groupes antisoviétiques et des slogans de l'Assemblée constituante et adopta la plate-forme soviétique, se fixant comme objectifs immédiats : "l'aide et le soutien actifs au pouvoir soviétique dans la lutte contre la contre-révolution" et "la mobilisation de la structure organisationnelle et de toutes les forces idéologiques du POSDR (internationalistes) pour le travail le plus actif de renforcement du système soviétique". La perte d'une partie considérable du groupe des sociaux-démocrates-internationalistes a conduit certains de ses dirigeants (Desnitsky, Avilov et Bazarov) à se retirer des rangs de ce groupe. Ceux qui y sont restés, menés par M. Lozovsky, ont rejoint le PCR(b) en décembre 1919. Les représentants éminents du parti internationaliste social-démocrate étaient : Desnitsky, Zhilinsky, Grunin, Krichevsky, Staretz, Kattol, Grigoriev, Geller, Lozovsky, Prokofiev, Kantorovich, Kramarov et autres. Les sociaux-démocrates-internationalistes avaient leur propre organe imprimé, le journal *Novaya Zhizn*. Publié à Petrograd à partir du 1^{er} mai 1917, édité par N. Sukhanov, V. Stroev, M. Gorky, A. Tikhonov et Serebrov, il regroupe autour de lui principalement l'intelligentsia hésitante. [Les notes sont de l'édition de 1933 (rédacteur : Em. Iaroslavsky). Les références aux O. de Lénine ont été retrouvées dans l'édition française]

partis et factions révolutionnaires qui existent maintenant et qui luttent en Russie, le travail de ce congrès est d'une importance énorme. Maintenant, dans la situation internationale dans laquelle nous devons vivre, le travail de ce congrès revêt une importance particulière, précisément parce que, pour la première fois dans l'histoire, les partis révolutionnaires n'ont pas seulement brisé le vieux monde, mais ils essaient d'en créer un nouveau. Pour les Internationalistes sociaux-démocrates engagés dans le travail actuellement effectué en Russie soviétique, cette question de la collaboration avec le Parti communiste devient particulièrement aiguë chaque fois que la situation de la Russie soviétique devient plus ou moins critique. Déjà à la dernière conférence, en novembre 1918, et surtout en janvier, la question de l'union avec le parti communiste russe s'est posée pour nous. Les différences qui existaient ont été effacées dans le feu de la révolution. Les frictions qui avaient existé ont disparu. Le monde s'est divisé en deux parties, en deux camps hostiles, et ce fait oblige chaque groupement révolutionnaire à faire un choix très précis. Pour les Internationalistes sociaux-démocrates, il n'y a absolument aucun doute sur le fait qu'il faut être avec la révolution, avec ce parti révolutionnaire qui est au pouvoir et qui dirige actuellement la Russie soviétique. C'est pourquoi nous abordons la question de l'unité avec votre parti. Quant à savoir si cette unification sera achevée lors du congrès que nous convoquons le 15 avril, s'il y aura une fusion organisationnelle, les avis divergent à ce sujet. Mais une chose est certaine pour nous, que cette fusion organisationnelle soit achevée ou non, le lien idéologique étroit est pour nous une question réglée. Il est d'autant plus important pour nous que nous nous situons au point de vue international sur toutes les grandes questions existantes de la révolution russe et internationale. Sur la question de la IIIe Internationale, et sur la question de la relation avec l'Internationale de Berne, et sur toutes les grandes questions de la révolution russe, nous nous situons sur le même point de vue que vous. C'est pourquoi la question de l'association s'est posée pour nous, et c'est pourquoi pour le groupe dont je suis le représentant, il n'est pas indifférent et d'ailleurs extrêmement intéressant de savoir comment ce congrès résoudra pratiquement toutes ces questions dans le travail responsable à venir. Et, exprimant le souhait que le congrès achève ses travaux, envisage et résolve les tâches difficiles qui lui incombent,* nous promettons - au nom des social-démocrates-internationalistes - de collaborer au mieux avec nos vieux camarades, bien qu'ils ne soient pas parfaitement organisés, qui travaillent éparpillés dans toute la Russie.

Le président : Nous passons au point 2 de l'ordre du jour, la discussion du programme du parti. Je donne la parole au camarade Boukharine.

Boukharine. Camarades, il me revient de faire un rapport général sur le programme du Parti². Je ne vais pas relever divers points particuliers, toute une série de questions brûlantes, passionnantes. Ils seront traités dans son rapport par le Camarade Lénine. Ma tâche consiste uniquement à souligner les traits fondamentaux, majeurs, les plus typiques et les plus caractéristiques de notre nouveau programme et qui le distinguent de l'ancien.

Tout d'abord, quelques mots sur l'histoire du nouveau programme. Lors de la conférence d'avril, comme tous les travailleurs du Parti le savent, le Parti était clairement conscient de la nécessité de réviser le programme. Mais ni le Congrès de juillet, qui a siégé dans des conditions semi-illégales, ni

2. La question de la nécessité de réviser le programme du Parti adopté par le deuxième congrès du POSDR en 1903, dont l'obsolescence complète avait été " signalée dans les cercles du Parti bien avant la guerre " (Lénine, *O.* XXIV, p. 279), est soulevée par Lénine dans la presse dès son retour d'émigration, en avril 1917. Dans ses célèbres Thèses d'avril, en plus de changer le nom du Parti, il a défini trois orientations fondamentales selon lesquelles le programme du Parti devait être révisé : "1) Sur l'impérialisme et la guerre impérialiste, 2) Sur l'attitude à l'égard de l'État et *notre* revendication d'un "État commune", 3) Amender le programme minimum qui a vieilli." (*O.*, vol. XXIV, p. 14).

Pour la conférence panrusse d'avril du parti bolchevique, Lénine rédige un "Projet de révision des parties théoriques, politiques et de quelques autres parties du programme", contenant un certain nombre de corrections au programme de 1903. (*O.*, vol. XXIV, p. 471-476). Le projet de subventions du journal est apparu à la conférence, qui pour la première fois a pratiquement soulevé la question de la révision du programme. La section du programme composée à la conférence a examiné le projet de Lénine, et sur la question de la révision de la partie générale du programme, deux points de vue se sont dégagés : d'une part, l'opinion de Lénine, qui restait minoritaire et niait la nécessité de réviser toute la partie théorique de l'ancien programme : Lénine proposait seulement d'y ajouter la description de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme : d'autre part, l'opinion majoritaire de la section (A. Lomov, G. Sokolnikov, M. Bogolev, etc.), qui appelait à réviser toute la partie générale du programme.

Pour contrebalancer le point de vue léniniste (qui fut ensuite adopté au huitième congrès du parti), ces camarades, bientôt rejoints par le camarade Boukharine, proposèrent de jeter l'analyse de l'échange de la production de marchandises et du développement du capitalisme et de remplacer toute la partie théorique générale par une description de l'impérialisme. Cependant, dans les conditions de l'époque, la conférence n'a pas pu achever le travail de révision du programme, et elle s'est contentée d'adopter une résolution spéciale de 8 points proposés et commentés par Lénine (sur le travail de la commission), sur la base de laquelle le Comité central devait élaborer dans les deux mois un projet de programme du Parti à soumettre à l'approbation du Congrès du Parti. Toutes les organisations et tous les membres du Parti ont été appelés à discuter du projet de programme, à le corriger et à élaborer des contre-projets.

Peu de temps après la conférence, en juin (mai) 1917. Sur les instructions du Comité central, Lénine publie, avec sa préface, un pamphlet intitulé "Matériaux pour la révision du programme du parti". Le pamphlet était basé sur son "Projet de révision des parties théoriques, politiques et quelques autres parties du programme" mentionné ci-dessus ; en outre, il comprenait les commentaires de la section du programme sur le projet de Lénine, les réflexions de Lénine sur les commentaires de la section (*Op.*, vol. XXIV. pp. 477-478), le projet de la sous-section sur la protection du travail et les projets de modification des points du programme relatifs à l'éducation publique", élaborés par N. Krupskaya déjà après la conférence. Tout ce matériel a été fourni par Lénine avec de brèves notes, et à la fin du pamphlet, les deux textes du programme, l'ancien et le nouveau, composé des projets énumérés, sont donnés. L'objectif de la brochure était de faire connaître aux cercles du Parti, aussi largement que possible, le matériel du programme disponible au Comité central et d'impliquer autant de membres du Parti que possible dans l'élaboration du programme.

Presque simultanément à cette brochure, "Matériel pour la révision du programme du parti". Collection d'articles de V. Miliutin, G. Sokolnikov, A. Lomov et V. Smirnov, publiée par le Bureau régional du district industriel de Moscou du RSDLP, Moscou, 1917". Cette collection, qui était basée sur le projet de G. Sokolnikov, représentait le point de vue de la majorité de la section ci-dessus, qui a été composée lors de la Conférence panrusse d'avril.

Tenue du 8 au 16 août (26 juillet - 3 août), 1917. Le VI^e Congrès du Parti, qui a dû travailler dans des conditions semi-légales, a adopté comme résolution sur une simple question le procès-verbal de la section sur la révision du programme, qui admettait l'impossibilité de le développer au congrès donné, compte tenu de l'insuffisance

le Congrès sur Brest-Litovsk, qui s'est déroulé sous le signe de débats houleux qui ont failli diviser le Parti, n'ont été capables de créer un nouveau programme clairement formulé. Pendant cette période, le parti a été au pouvoir, mais jusqu'à présent, notre parti n'avait pas de programme précisément écrit, délimité paragraphe par paragraphe. Néanmoins, il avait un programme non écrit : il agissait à tout moment comme le parti du prolétariat révolutionnaire, il mettait en pratique les principes du communisme révolutionnaire, et là était justifiée la déclaration des fondateurs du socialisme scientifique, à savoir que chaque pas du mouvement ouvrier est plus important qu'une douzaine de programmes. Nous n'avions pas de document d'identité, mais le parti appliquait néanmoins le programme du communisme révolutionnaire. Si les programmes précédents étaient

de la discussion préalable et des conditions objectives défavorables. La résolution confirmait en outre la décision de la Conférence panrusse d'avril sur la nécessité de réviser le programme dans le sens indiqué dans la résolution de la conférence, et prévoyait la "convocation d'un congrès spécial" pour élaborer un nouveau texte du programme. Entre-temps, le Comité central a été chargé d'"organiser une discussion aussi large que possible du programme" et d'élaborer une plate-forme spécifique à des fins pratiques sur la base de la résolution du sixième congrès et de la conférence d'avril.

Peu après le congrès parurent des articles de N. Boukharine intitulés "Vers une révision du programme du parti" (magazine *Spartak* n° 4, p. 4, Moscou, 23 (10) août 1917). 4, Moscou, 23 (10) août 1917) et plus tard par Y. Larin, " Les revendications des travailleurs pour notre programme " (*Rabochii Put'*, n° 31, 21 (8) octobre 1917). Lénine répond à ces articles, ainsi qu'au recueil de Moscou, par un article intitulé "Pour une révision du programme du Parti" (*O.*, vol. XXVI, pp. 151-181), dans lequel il critique tout d'abord le projet Sokolnikov, qui remanie toute la partie générale du programme, et la proposition "très radicale" de N. Boukharine et V. Smirnov - pour éliminer complètement le Programme Minimal. La décision du VI^e Congrès de convoquer un congrès extraordinaire du parti consacré à l'élaboration d'un programme" ne se concrétise pas : "Un congrès extraordinaire du parti", initialement prévu pour le 30 octobre (T7) 1917, est reporté par la décision du Comité central du 18 octobre (5). A cette époque, le Comité central a élu une commission spéciale composée de Lénine, N. Boukharine, L. Trotsky, L. Kamenev, G. Sokolnikov et A. Kollontai pour préparer un projet de programme pour le prochain congrès (Procès-verbaux du CR RSDLP août 1917, février 1918. Giz, 1929, p. 90). Enfin, la résolution du Comité central du 6 février (24 janvier) 1918 confie la rédaction du programme à une nouvelle commission composée de Lénine, N. Boukharine et G. Sokolnikov (*ibid.*, p. 225).

La question de la révision du programme se pose à nouveau en mars 1918 lors du VII^e Congrès du PCR (b).. Pour ce congrès, Lénine rédige un "Projet d'esquisse du projet de programme" (*O.*, vol. XXVII, pp. 153-159), complétant et corrigeant quelque peu le "Projet de révision" de 1917. Il a été distribué aux délégués du VII^e Congrès comme matériel de discussion. Intervenant au Congrès en tant que rapporteur sur la question de la modification du programme et du nom du Parti, Lénine exposa et étaya une nouvelle fois ses vues sur la nature de la révision du programme (*ibid.*, pp. 125-139). N. Boukharine continuait à défendre la nécessité d'une révision radicale de la partie théorique du programme dans le sens d'une suppression de l'analyse de l'échange, de la production marchande et du développement du capitalisme pour la remplacer uniquement par une description de l'impérialisme. Ce point de vue du Camarade Boukharine et d'autres en étaient réduits à l'affirmation erronée que l'impérialisme détruit les régularités fondamentales du capitalisme (concurrence, crises), atténue ses contradictions (à l'intérieur des pays capitalistes) et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de parler dans le programme de ces régularités du capitalisme prémonopoliste, puisqu'" il y a un impérialisme pur ". Dans ces points erronés avancés par le Camarade Boukharine en 1917, sont les racines de la "théorie du capitalisme organisé" de la droite opportuniste. Avec ces erreurs du Camarade Boukharine sur la question de la théorie du capitalisme impérial. Boukharine sur la question de la théorie de l'impérialisme étaient également liées à ses erreurs sur la question de l'État, la question nationale et autres. Cette théorie opportuniste de "l'impérialisme pur", qui ne tenait pas compte du fait que la "superstructure" impérialiste reposait sur "l'énorme substrat du vieux capitalisme", niait la tâche de déraciner les racines du capitalisme qui se trouvaient dans l'économie de la petite marchandise. Contre ces vacillations théoriques du Camarade Boukharine et al. Lénine a parlé de toutes ses forces. Ce n'est pas par hasard que Lénine a lié la polémique avec Boukharine sur la question de "l'impérialisme pur" à la question de l'attitude de la paysannerie moyenne. Dans le déni de Boukharine de la possibilité d'une renaissance du capitalisme. La négation par Boukharine de la possibilité de faire revivre les relations capitalistes à partir d'une simple forme marchande, à partir de la petite économie paysanne, est le rudiment de la théorie de la droite opportuniste de la "croissance pacifique du koulak dans le socialisme", la théorie de la droite opportuniste de "l'extinction de la lutte des classes", la

largement restés sur le papier, le programme de notre congrès pourra lui au moins être lu sur support papier. Aucun parti révolutionnaire n'a été dans la position dans laquelle notre parti se trouve maintenant. Nous pouvons maintenant comparer les programmes sur papier avec la seule expérience au monde d'un parti prolétarien au pouvoir depuis quelques mois. Aucun parti révolutionnaire, de par les conditions mêmes de son existence, ne peut avoir une telle expérience. À cet égard, notre nouveau programme est d'un caractère différent de tous les précédents. D'une part, il concentre toute l'expérience dont dispose le parti, et d'autre part, c'est un programme d'action directe. Il s'agit, comme l'a dit avec justesse un camarade, d'une instruction pour tout le travail du Parti. Maintenant, si nous sortons de ce Congrès avec un programme entièrement formulé - et nous

négaration de la droite opportuniste des voies et moyens sans lesquels le déracinement du capitalisme et la refonte socialiste de la paysannerie dans des fermes collectives sont impossibles.

Lénine proposa que seuls les points principaux de la révision du programme soient élaborés au Congrès, et qu'une commission spéciale ou le Comité central soit chargé de la rédaction du programme final pour le prochain Congrès du Parti. Le Congrès a accepté la proposition de Lénine et a élu une commission de programme de 7 personnes, composée de Lénine, Staline, Boukharine, Sokolnikov, Zinoviev, Trotsky et Smirnov. La base du travail de la commission devait être une résolution proposée par Lénine formulant les points principaux de la révision du programme, la question controversée (révision de la partie théorique) restant ouverte (*ibid.*, p. 140).

Le caractère aléatoire des matériaux conservés dans les archives de la commission du programme, l'absence d'amendements et de projets introduits par des membres individuels de la commission - tout cela ne nous permet pas de donner une image complète de son travail et des désaccords qui sont apparus au cours des travaux entre la majorité de la commission et le camarade Boukharine et d'autres sur diverses questions du programme. D'après les documents léninistes conservés dans les archives et relatifs à l'élaboration du projet, qui viennent d'être publiés (Sbornik XIII de Lénine, pp. 33-90), il est clair que dans ses parties principales, le projet de programme de la commission a été élaboré par Lénine. Il y avait un manuscrit de l'ensemble du projet de programme, écrit par lui sur pas moins de 24 pages. Malheureusement, ce manuscrit n'a pas survécu dans son intégralité. Pour l'essentiel, les formulations de Lénine ont été adoptées par la commission sans changement. Pour le reste, le projet de la commission était constitué en partie de ces nouvelles formulations, que Lénine a données directement à la commission et qui ont été immédiatement acceptées par elle, et en partie de formulations suggérées par d'autres membres de la commission en accord avec le projet de base de Lénine.

Environ un mois avant l'ouverture du huitième Congrès, la commission du programme, composée en fait de : Lénine, I. Staline, G. Zinoviev, G. Sokolnikov, N. Boukharine, L. Kamenev et L. Trotsky - s'est acquitté de sa tâche, en produisant le "Projet de programme du PCR (b)", qui a été publié dans trois numéros de la *Pravda* (25 -27 février 1919, n° 43 - 45). Dans la préface du projet, la commission notait "que la nature même du programme devait changer considérablement, qu'il devait inclure non seulement les résultats de l'étude marxiste de la phase la plus récente, impérialiste, du capitalisme, mais aussi l'expérience de la guerre mondiale et la pratique annuelle du prolétariat, qui avait conquis le pouvoir d'Etat" ("Matériaux du Congrès", p. 365 de l'édition actuelle). Pour faciliter la discussion, le texte du projet de programme a été divisé en paragraphes numérotés. La discussion du programme du Parti au VIIIe Congrès était basée sur le "Projet de programme du PCR(b)" susmentionné, présenté par le Comité du programme du VIIe Congrès.

Le programme a été présenté par N. Bukharin. Comme dans la commission (et même avant, au VIIe Congrès), Boukharine, partant de la compréhension anti-léniniste de l'impérialisme et de la révolution socialiste, a continué, sous une forme quelque peu modifiée, à défendre ses vues erronées, "de gauche", de la période de la guerre et de la révolution socialiste en 1917, y compris ses vues sur la question nationale (en opposition au slogan de Lénine "le droit des nations à l'autodétermination", il défend "l'autodétermination des classes ouvrières de chaque #nationalité"). Lénine a ensuite rédigé un rapport clarifiant le point de vue de la commission sur toutes les questions les plus importantes et les plus controversées. Le débat sur les rapports se poursuit jusqu'à la séance du soir, un certain nombre de délégués (Pyatakov, Sutatsa, Podbelsky et d'autres) soutenant le point de vue de Boukharine. Après les remarques finales¹ de Lénine et de Boukharine, le congrès reconnaît que le projet de programme "répond pleinement aux besoins et aux tâches du Parti de la révolution prolétarienne" et décide de le renvoyer, pour sa rédaction finale, à une commission composée de Lénine, Staline, L. Kamenev, N. Boukharine, G. Zinoviev, G. Sokolnikov, G. Pyatakov, E. Preobrazhensky, M. Tomsy, P. Smidovich et A. Bubnov.

le ferons certainement - ce programme sera en effet l'instruction la plus importante, la plus vaste, la plus nécessaire, la plus obligatoire pour chaque membre du Parti. Toute déviation en sera une violation de la discipline de notre Parti. Ce programme contient tous les fils conducteurs pour notre comportement, non pas en général, dans un espace sans air, mais pour notre comportement dans les conditions du moment concret que nous vivons. Il s'agit en fait d'un manuel d'instruction pour tous les travailleurs du parti.

Lorsque notre commission chargée de la formulation du programme du parti a dû faire face à toutes les questions qui doivent être inévitablement abordées dans le programme, elle s'est immédiatement rendu compte de l'immense difficulté de la formulation des exigences destinées à être couchées sur le papier. Cette difficulté découle à nouveau de la situation particulière dans laquelle se trouve notre parti. Jusqu'à présent, les programmes des partis socialistes ont été les programmes de partis qui ont formulé des exigences à une force qui leur était étrangère. Quel était le programme de l'ancienne social-démocratie, quel était notre ancien programme ? C'était la somme des revendications que nous adressions aux forces sociales, aux classes, à l'État bourgeois-propriétaire qui nous sont hostiles. Il en va de même pour tous les programmes des partis socialistes d'Europe occidentale. Puisque ces programmes sont discutés, formulés par des partis qui ne sont pas encore au pouvoir, ils constituent une formulation des revendications mises en avant par rapport à l'État bourgeois qui nous est hostile. Chez nous, la situation est fondamentalement différente. Nous ne sommes pas un parti qui s'efforce de renverser l'ordre social en Russie, mais un parti vraiment au pouvoir, s'efforçant de créer l'ordre pour la réalisation duquel il a pris et garde le pouvoir. En d'autres termes, nous ne faisons pas de demandes à un parti étranger et hostile, mais en formulant notre programme, nous présentons ces demandes à nous-mêmes. Puisque nous considérons que des réformes et des changements sont nécessaires, les points du programme définissent les étapes que doit franchir le développement futur de la Russie soviétique. Ces demandes sont ce que nous sommes obligés de faire. Nous avons maintenant pris l'engagement, non seulement envers notre pays, mais aussi envers le prolétariat mondial tout entier, de réaliser ce que nous présentons comme nos revendications.

Et c'est à partir de cette position de notre parti, en tant que parti au pouvoir, toute une série de difficultés surgissent que ni nous, ni aucun autre parti prolétarien qui n'est pas au pouvoir, mais qui s'efforce seulement de conquérir le pouvoir, n'avons jusqu'à présent absolument pas connues. Tout d'abord, de cette position de notre parti comme parti au pouvoir découle l'extrême fluidité de nos revendications. Étant donné que toutes les demandes que nous formulons aujourd'hui doivent, si possible, être mises en œuvre immédiatement, il est tout à fait naturel qu'une demande que nous formulons aujourd'hui devienne obsolète demain, parce que dans cet intervalle nous l'avons à moitié exécutée. Cette difficulté est aggravée par le fait que la vie avance à un rythme si effréné qu'il est extrêmement difficile de fixer dans des formules définitives ces exigences qui changent rapidement. C'est la première difficulté à laquelle la Commission a été confrontée dans ses travaux.

La Commission du programme a tenu deux réunions le 20 mars. Des trois projets disponibles, Podbelsky, Krylenko et la commission du programme du VIIe Congrès, c'est ce dernier qui a été pris comme base, auquel la commission a apporté un certain nombre de modifications et d'ajouts (entre autres, Lénine, sur proposition de la commission, a rédigé un paragraphe spécial sur les garanties réelles des libertés et des droits, qui a été adopté par la commission). Lors de la révision finale du programme, l'unanimité totale* de tous les membres de la commission a été atteinte. Le 22 mars, le texte final du programme a été présenté et approuvé à l'unanimité par le congrès. Il a ensuite été relu à la main par Lénine lui-même, comme en témoigne une copie conservée dans les archives de Lénine.

D'autre part, il faut souligner que nous ne pouvons pas formuler dans le programme des exigences de nature abstraite. Puisque notre programme doit maintenant être un manuel d'instruction, il doit être l'instruction la plus claire pour le travail du parti et il ne peut y avoir de place pour des raisonnements vagues sans signification pratique définie. Le temps est révolu où nous pouvions nous limiter à des arguments généraux. Les points du programme qui nous sont présentés sont purement concrets, orientés vers les entreprises. Ils formulent, avant tout, nos tâches organisationnelles. Naturellement, nous devons fournir une formulation claire, remplie de contenus spécifiques, concrets, vitaux, qui pourraient ou peuvent être utiles dans le travail immédiat. Et c'est là que l'évolution rapide des événements, le fait que nous devons immédiatement mettre en œuvre et en pratique nos demandes, entrent en conflit avec le fait que nous devons formuler des demandes précises, et non des demandes abstraites et larmoyantes qui n'ont aucun intérêt pratique direct.

Nous devons également nous rendre compte que notre programme est le programme du parti qui a été le premier parti ouvrier à conquérir le pouvoir d'État, et bien qu'il porte le nom de programme du "PCR", il est aussi dans une large mesure le programme du prolétariat international. Nous écrivons notre programme non seulement pour nous-mêmes, mais aussi, dans une large mesure, pour nos camarades d'Europe occidentale et d'Amérique. Tous ceux qui ont assisté au Congrès de la Troisième Internationale ont vu avec quelle avidité les mains de nos camarades étrangers se tendent vers notre projet de programme. C'est inévitable. Toute révolution qui suit notre révolution doit en tirer des leçons. Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'il doit faire exactement la même chose que ce que nous avons fait en Russie. Mais elle doit tenir compte de la somme des expériences que nous avons acquises en Russie au cours de notre révolution. C'est pourquoi, camarades, nous avons dû, dans notre travail au sein de la commission, tenir compte de ce point et donner des formulations qui soient non seulement instructives pour nous-mêmes, mais qui constituent un condensé de l'expérience du mouvement révolutionnaire, adapté à nos camarades d'Europe occidentale et d'Amérique, sur lequel ils puissent s'appuyer.

Enfin, il y a une autre circonstance qui a sans doute rendu le travail plus difficile et influencé le type, l'aspect inhabituel du programme, dont je dirai quelques mots plus loin. C'est le fait que lorsque notre parti est au pouvoir, nos exigences en matière de programme se confondent dans une certaine mesure avec nos exigences tactiques. Que vous preniez une question telle que l'attitude à l'égard de la paysannerie, l'attitude à l'égard de ses différentes strates, que vous preniez une question telle que la question des spécialistes, l'attitude à l'égard de l'intelligentsia technique qualifiée de bourgeoise, vous le ressentirez immédiatement. Ces points relèvent plutôt de l'approche tactique d'une classe ou d'une autre. Nous connaissons tous le point de notre projet qui stipule que les spécialistes doivent être placés dans un certain cadre, dans de telles conditions, qu'ils doivent être constamment entourés de notre atmosphère de coopération amicale. Il s'agit, si je puis dire, d'une approche pédagogique de certains groupes sociaux. Il est clair que ces tactiques, parce que notre Parti est au pouvoir, sont en même temps des points de programme. Leur importance programmatique tient également au fait qu'il s'agit d'exigences tactiques adaptées à toute une époque.

Toutes ces questions ne sont pas des questions pour aujourd'hui au sens littéral du terme, ce ne sont pas des questions qui sont posées aujourd'hui et qui seront totalement dépassées demain, ou dans quinze jours, ou dans un mois. Ce sont des questions générales dont les solutions correspondent à toute la période de développement de la dictature prolétarienne. De la domination exclusive de la classe ouvrière, de la domination du prolétariat, nous passons progressivement, par une série de pas,

de mesures, d'étapes, à la destruction des classes en général, à la transformation de la dictature prolétarienne et du pouvoir d'État de la classe ouvrière en une société communiste sans État et sans classes.

Telles sont, camarades, toutes les difficultés qu'il faut maintenant affronter dans l'élaboration du programme et qui découlent inévitablement de la position occupée actuellement par notre Parti. Toutes ces difficultés ont trouvé leur expression dans la forme très particulière que revêt le programme aujourd'hui porté à la connaissance du Congrès du Parti. Tout camarade habitué à voir les programmes antérieurs, y compris notre ancien programme - qui était notre programme commun avec les mencheviks -, quiconque a vu les programmes de l'Europe occidentale, le programme des socialistes américains, quiconque a examiné de près les programmes des partis politiques en général, remarquera sans difficulté que l'apparence même de notre nouveau programme diffère des anciens types de programmes.

En ce qui concerne l'apparence du programme proposé, il ressemble à quelque chose qui se situe entre un manuel d'instruction et les rapports de divers commissariats, ou encore à un essai écrit sur un sujet qui nous serait carrément imposé. Néanmoins, ce type de programme, extérieurement peut-être un peu maladroit, est dicté par le rôle particulier que joue notre parti et les difficultés spécifiques auxquelles nous devons faire face dans la formulation du programme. Il me semble que, dans l'ensemble, abstraction faite des amendements individuels ou des modifications rédactionnelles, nous ne pouvons pas nous débarrasser de ce type de programme - il nous est imposé par la force des circonstances.

Presque chaque point de notre programme est décomposé en deux parties : ce qui a été accompli ou est accompli par le pouvoir soviétique et ce qu'il doit faire pour le développement ultérieur de la révolution. Nous ne pouvons pas jeter la première partie, car cela signifierait refuser de tenir compte de l'expérience qui nous a été utile ainsi qu'aux camarades d'Europe occidentale. N'exposer que ce que nous estimons nécessaire de faire à l'avenir, sans mentionner ce que nous avons déjà fait, est impossible : cela reviendrait à ne pas étayer suffisamment ce que nous estimons nécessaire. Je pense que nous pouvons résumer ce qui a été dit ici de la manière suivante : nous ne pouvons pas nous écarter du type et de la forme de base de notre programme, et nous devons rejeter par avance l'idée de modifier fondamentalement la structure même du projet de programme qui vous est présenté ici.

J'en viens maintenant à la différence la plus fondamentale et la plus essentielle, non pas dans la forme, mais dans le contenu, du nouveau programme. Il va sans dire que, en tant que programme de la dictature prolétarienne, il doit être fondé sur une logique révolutionnaire-marxiste. Nous ne nous écartons pas d'un iota, pas d'un cheveu des méthodes de Marx, contrairement à ce que tentent de prouver nos adversaires politiques de droite. Nous pensons que nous sommes les seuls à mettre en œuvre et à appliquer dans la pratique les principes du marxisme révolutionnaire. L'un des principes du marxisme révolutionnaire est de baser toutes les demandes programmatiques sur une analyse concrète de l'époque dans laquelle la classe ouvrière doit agir, lutter et remporter des succès. Il est donc tout à fait naturel que dans l'introduction théorique devant figurer dans tout programme, il ait été nécessaire de donner une analyse de l'époque que nous vivons, de considérer non seulement le capitalisme en général et non seulement le courant général et les lois générales du développement capitaliste, mais d'analyser aussi ces phénomènes nouveaux du développement du capitalisme qui, dans les journaux populaires, les brochures, les discours d'agitation et de propagande, sont

généralement réunis sous le seul nom d'impérialisme. L'impérialisme est le produit d'une nouvelle étape du développement capitaliste qui a inévitablement conduit à une tension mondiale qui s'est terminée par une guerre mondiale. L'étape suivante, caractérisée par la destruction colossale des forces productives, a appauvri l'humanité au maximum, a fait peser des charges énormes sur la classe ouvrière, a décomposé l'ensemble du système capitaliste et a conduit à l'effondrement de ce système et au début de la révolution communiste prolétarienne. Il s'agit d'une période très précise, jamais vue, du développement historique. C'est précisément cela, ce sont précisément ces phénomènes qui déterminent toute notre politique, donc tout notre programme. Il est donc tout à fait naturel que cette partie d'introduction théorique - qui n'était pas et ne pouvait pas être dans l'ancien programme, car les phénomènes susmentionnés n'existaient pas à l'époque - soit introduite dans notre programme et y prenne la place qui lui revient.

La deuxième caractéristique principale de notre programme, qui le distingue de l'ancien programme, est l'élimination de la division obsolète du programme en un programme maximum et un programme minimum. Il y a peu de temps, nous avons eu des divergences d'opinion au sein du parti à cet égard. Avant la révolution d'octobre, le camarade Lénine a défendu l'idée que la division en un programme maximum et un programme minimum devait être maintenue, car le Parti n'avait pas encore conquis le pouvoir politique. Puisque nous avons maintenant conquis le pouvoir politique, et qu'il s'agit du programme du parti au pouvoir, les différences sur cette question doivent naturellement s'estomper, et elles s'estompent. Puisque le parti du prolétariat non seulement aspire au pouvoir, mais est déjà au pouvoir, il est tout à fait clair qu'il doit avoir un seul programme : la réalisation d'un ordre socialiste, communiste. Si l'objectif de notre programme doit être formulé, il doit être formulé comme un programme pour la construction du communisme.

Il est tout à fait naturel que l'ancienne division, qui s'est développée sur les bases d'une époque entièrement différente, lorsque la classe ouvrière devait penser non pas au renversement direct de la bourgeoisie, mais à la conquête des libertés démocratiques élémentaires sur lesquelles fonder une véritable lutte pour le pouvoir - il est tout à fait naturel que cette division, soit tombée dès l'arrivée du Parti au pouvoir. Nous n'avons pas de revendications qui sont posées "dans les limites de l'ordre capitaliste". Nous ne considérons pas le socialisme ou le communisme comme une étoile qui brille au loin. Le socialisme est à l'ordre du jour, le renversement de la bourgeoisie est un fait accompli. Notre tâche n'est pas de gagner des conditions sur lesquelles il sera plus facile pour nous de continuer à lutter pour le socialisme, notre tâche est de construire le socialisme. Il en résulte une particularité essentielle de notre programme. Ce n'est pas le même vieux programme double, dans lequel une partie parle de ce qui est possible sous le capitalisme et l'autre partie parle du socialisme. Nous avons un seul programme, un programme de construction révolutionnaire militante et organisationnelle d'une société communiste.

En ce qui concerne la partie politique de notre programme, nous devons préciser certaines formes bien concrètes de la dictature du prolétariat. Chaque ancien programme ne contenait que quelques mots sur une dictature prolétarienne. Autrefois cette dictature était notre but ultime, mais maintenant c'est devenu un fait. Maintenant, on ne peut pas parler de la dictature prolétarienne en phrases générales, on doit donner une analyse concrète de la dictature prolétarienne. Maintenant, après nos révolution d'octobre et révolution allemande, nous savons que la classe ouvrière est partout sous le slogan du pouvoir soviétique. Jusqu'à présent, nous avons eu des divergences d'opinion sur les formes de la dictature : de nombreux camarades ont estimé que nous pouvions dire qu'une dictature prolétarienne prend la forme de conseils, mais cela n'est pas contraignant pour tous

les pays. Ils ont défendu l'idée que dans d'autres pays, les formes de la dictature prolétarienne pouvaient être différentes, et pas nécessairement soviétiques. Il pourrait s'agir des "conseils des anciens" anglais ou d'une autre organisation professionnelle. Or, le cours concret du développement historique, notamment le cours des révolutions allemande et autrichienne, a montré que les conseils sont une forme universelle de la dictature prolétarienne. Il me semble, camarades, qu'il doit en être ainsi. Une dictature prolétarienne ne peut se développer que sur la base du plus large mouvement de masse de la classe ouvrière. Les formes d'organisation qui existaient avant que la révolution n'éclate sont inévitablement inadaptées au mouvement des masses les plus larges qui bouillonnent maintenant partout. Les luttes de masse qui éclatent avec une force violente exigent la promotion de telles organisations qui sont orientées vers la masse et s'emparent des cercles les plus larges de la classe ouvrière. Et ce n'est que sur la base des masses de la classe ouvrière qu'une révolution prolétarienne victorieuse peut être réalisée.

Nous ne sommes pas en désaccord sur ce point. Presque tous les camarades arrivent à la conclusion que le pouvoir soviétique est une forme universelle de la dictature du prolétariat. Et précisément parce que le pouvoir soviétique et les Soviets ne sont pas seulement une forme spécifiquement nationale, purement russe, de la dictature prolétarienne, mais aussi une forme générale, universelle de la dictature prolétarienne - nous sommes obligés de nous attarder sur cette forme de manière beaucoup plus détaillée. C'est pourquoi non seulement une section entière du programme est consacrée spécifiquement à la question de cette forme de dictature prolétarienne, mais les caractéristiques de cette forme, les caractéristiques de l'État de type soviétique, par opposition aux républiques démocratiques bourgeoises, sont développées de la manière la plus détaillée point par point. Cela, je le répète, était nécessaire. Sur ces points de notre programme, non seulement notre parti victorieux apprendra à traiter le problème de la dictature pour les larges masses de la population russe, mais les camarades d'Europe occidentale et d'autres pays tireront ici leur expérience des questions de combat qui sont au centre de cette guerre civile exceptionnellement sanglante, brutale, impitoyable qui s'empare maintenant de l'Europe occidentale. En Europe occidentale, le problème a été extrêmement aigu et brutal dès le départ. En Russie, par exemple, nous avons d'abord proposé nous-mêmes l'Assemblée constituante comme notre propre slogan, et ce n'est qu'au cours de la révolution que nous nous sommes débarrassés de ce slogan et que nous avons compris la nécessité de nous débarrasser de la forme démocratique bourgeoise périmée. En Allemagne, cependant, cette question - pour ou contre le pouvoir soviétique, pour un pouvoir national, pour une Assemblée constituante ou contre elle - était au centre de la lutte presque dès le début. Tout le monde dans le pays, de Scheidemann et certains indépendants et ouvriers aux grands capitalistes, est favorable à une assemblée constituante. Dans le slogan "Le pouvoir aux Soviets", nous ne sommes pas seulement partis de la situation nationale, mais aussi de la situation internationale.

Enfin, camarades, dans la partie économique du programme, nous n'avons pas seulement insisté sur les exigences de la socialisation de la production et donné une analyse détaillée de toutes sortes de mesures ou de formes nécessaires maintenant, en esquissant des voies de développement très concrètes - mais nous avons dû considérer tout cela sous l'angle de la nécessité de développer les forces productives. Nos adversaires politiques nous disent constamment que notre parti n'est pas le parti du prolétariat révolutionnaire, dont l'idéal est la réalisation d'un type supérieur d'ordre économique. Nos adversaires politiques nous reprochent d'être les représentants d'un communisme de consommation de militaires en maraude dont la tâche est le partage égalitaire universel. Cette question est, en effet, une question extrêmement sérieuse et, de plus, une question de programme. Par conséquent, nous considérons qu'il est nécessaire de souligner avec une clarté particulière que

nous sommes des partisans du communisme de production. En d'autres termes, notre idéal est un système dont la tâche principale n'est pas le partage de ce que possèdent la bourgeoisie, la fraction minoritaire, etc., mais le développement des forces productives, la construction d'une économie coopérative et solidaire qui permettrait à la production d'aller le plus loin possible et de l'organiser de telle sorte que le plus grand nombre possible de produits puissent être fabriqués. Notre tâche est d'abord celle d'organiser la production. Ce point concernant le développement des forces productives est souligné à plusieurs reprises dans notre projet de programme. Ainsi, le § 20 dit que la tâche principale de la dictature du prolétariat en Russie consiste à élever les forces productives du pays par tous les moyens. Dans le § 39, dans le § 44, dans le § 45, - en bref, partout où nous définissons les tâches générales de la dictature prolétarienne, les tâches générales de l'édification économique, où nous définissons nos tâches dans le domaine de l'agriculture - partout et toujours nous insistons sur le fait que le but principal de notre activité est l'organisation d'une économie socialiste qui mène à l'essor des forces productives.

Ensuite, camarades, nous devons protester dans les termes les plus forts possibles contre toutes sortes de partages égalitaires des moyens de production. En même temps, notre Parti estime nécessaire de dire que, bien qu'il y ait un élément de communisme de consommation dans l'expropriation des moyens d'existence et des biens de la grande bourgeoisie, celle-ci est parfaitement légitime. Et, par exemple, le fait que notre Parti ait expulsé la grande bourgeoisie de ses maisons, l'ait expropriée de divers moyens de consommation, de meubles, etc... - toutes ces mesures, réalisées systématiquement en faveur de la classe ouvrière, sont des mesures tout à fait correctes. Au moment où la classe ouvrière et l'ensemble de la société humaine se sont massivement appauvries à cause de la guerre impérialiste, au moment où les forces productives de la société ont été massivement sapées, notre tâche à ce moment-là est de préserver la principale force productive de la société humaine, la classe ouvrière. Nos honorables détracteurs qui nous critiquent dans ce sens oublient que les forces productives de la société humaine, selon l'enseignement marxien, ne signifient pas seulement les machines, les chemins de fer ou les bâtiments d'usine - en un mot, les facteurs matériels de production - mais que le concept de forces productives comprend aussi la principale force productive - la classe ouvrière en tant que telle, en tant que classe du travail productif.

Un ancien économiste a écrit un jour que vous pouvez détruire des maisons, des machines, des chemins de fer, mais que si les gens conservent les compétences techniques, la capacité de produire, c'est la moitié du problème, car ces gens seront capables de reconstruire tout ce qui a été détruit. C'est la vérité absolue. Si nous vivons aujourd'hui, non seulement en Russie, mais dans toute l'Europe, une époque où les facteurs matériels de production sont détruits à un degré incroyable, nous avons l'espoir que la classe ouvrière, avec son vaste passé organisationnel, avec ses compétences, avec sa technologie et sa discipline interne, avec sa capacité à produire, sauvera la société humaine. Elle la remettra sur les rails de la production, elle réparera les destructions causées par la guerre.

Et c'est de ce point de vue, camarades, que nous devons aborder la question de l'expropriation des moyens de consommation de la bourgeoisie. En Europe occidentale, il se passe actuellement la même chose que ce que nous vivons en Russie. Ce n'est pas notre particularité nationale. Parallèlement à la destruction des éléments matériels de la production - machines, chemins de fer, etc. - nous vivons la destruction de la principale force productive - la classe ouvrière elle-même. En

Russie, la classe ouvrière se désintègre tout comme en Europe occidentale. Les usines ferment, et la classe ouvrière se disperse dans les villages. Elle est minée par la faim, minée par les épreuves qui se sont abattues sur notre pays. Nous ne devons pas oublier que la classe ouvrière est la force productive la plus fondamentale, et nous devons préserver cette force productive à tout prix. Par conséquent, en ce qui concerne le développement des forces productives à développer, nous devons d'abord préserver la classe ouvrière par le biais du communisme dit de consommation.

Du point de vue du communisme de production, du point de vue du progrès de la production, nous avons dû exproprier dans une certaine mesure la grande bourgeoisie jusque dans le domaine des moyens de subsistance, des moyens de consommation, afin de donner ces moyens de subsistance à la classe ouvrière. Le meilleur exemple en est la densification du logement, et notre programme parle d'expulsions au § 51. Nous devons le faire et l'avons fait correctement afin de préserver ou d'aider à préserver la principale force productive de la société humaine - la classe ouvrière.

Bien sûr, camarades, tout le monde sait que dans le contexte de la dévastation colossale qui nous est tombée dessus et qui est l'héritage inévitable de la guerre impérialiste, ce genre d'expropriation ne peut pas être un remède trop vigoureux. Mais nous devons saisir chaque occasion de soulager un tant soit peu les besoins de la classe ouvrière. Ici, nous ne devons pas négliger ou fuir même les plus petites choses. Ce serait une folie totale si le parti de la classe ouvrière ne faisait pas ce qu'il a fait dans ce domaine. On peut donc "résumer" ce point comme suit. Il est vrai que le Parti du prolétariat a pour tâche principale d'organiser la production sur la base du développement ultérieur des forces productives... Il est vrai qu'elle doit mettre ce développement des forces productives en tête de son programme. Mais il est également vrai qu'en raison de ce développement des forces productives, de la préservation et du renforcement de la principale force productive, la classe ouvrière, nous avons dû et nous avons empiété sur les moyens de consommation de la grande bourgeoisie.

Je dois signaler ici, entre parenthèses, qu'une telle expropriation ne peut en aucun cas être étendue à la petite bourgeoisie. Il est parfaitement légitime et légal d'exproprier les moyens de consommation de la grande bourgeoisie, car en même temps que nous préservons la force de travail, nous détruisons la grande bourgeoisie en tant que classe, nous brisons la cohésion de classe des principaux adversaires et ennemis politiques. L'expropriation de la petite bourgeoisie ne nous apporte rien en substance sur le plan économique (même du point de vue du maintien de la classe ouvrière, elle nous apporte extrêmement peu, presque rien), mais son effet politique - l'aigrissement des larges couches de la bourgeoisie et de la moyenne paysannerie - est si néfaste, si absurde qu'il doit être énoncé catégoriquement dans notre programme, et il est énoncé catégoriquement : l'expropriation de la petite et moyenne bourgeoisie n'est pas permise.

C'est la caractéristique fondamentale de notre nouveau programme. D'une part, il est différent dans sa forme, et d'autre part, dans sa signification en tant que programme de la dictature prolétarienne. Dans son contenu, il doit tout d'abord traiter de l'analyse de l'époque impérialiste. Il supprime la division en un programme maximum et un programme minimum. Il doit présenter une forme concrète de la dictature du prolétariat - le pouvoir soviétique. Dans le domaine des exigences économiques, elle doit mettre au premier plan le développement des forces productives du pays, le développement des forces productives de la société humaine.

Je vais maintenant dire quelques mots sur les points de désaccord que j'ai eus avec la majorité de la commission. Ces points sont au nombre de deux. En premier lieu, sur l'introduction théorique. Je

considère qu'une introduction différente serait beaucoup plus appropriée que celle de ce projet. Il se compose de trois parties : tout d'abord, une courte introduction, puis une longue citation (à partir du § 4) de notre ancien programme et, enfin, une analyse de l'ère nouvelle et des principales tâches de la dictature du prolétariat en Russie. Il me semble qu'au lieu de cette partie, qui comprend trois subdivisions, nous aurions dû donner une description plus précise de la nouvelle époque, en rejetant complètement la citation de l'ancien programme, mais en nous concentrant beaucoup plus sur l'analyse de la phase la plus récente du capitalisme, c'est-à-dire l'époque impérialiste. Il est nécessaire d'analyser cette phase non seulement au tout début de son développement, mais telle qu'elle est apparue dans la réalité - au début de son développement et dans son déclin. Ici, il est nécessaire d'analyser le déclin de la société capitaliste et le début de la révolution prolétarienne.

Les arguments contre une telle introduction reposaient sur deux arguments principaux. D'une part, qu'il n'existe pas de capitalisme financier pur ; d'autre part, que nous devons maintenir une continuité avec l'ancienne époque. Il est vrai qu'il n'y a pas de capitalisme financier "pur" nulle part, mais cela n'empêche absolument pas de déplacer le centre de gravité pour caractériser l'ère du capitalisme financier et de faire en sorte que ce centre de gravité soit maintenu partout. Lorsque l'ancien programme donnait une analyse de l'ordre capitaliste, aucun pays (et encore moins le nôtre en Russie) n'avait un capitalisme pur. En Russie, nous avons encore un certain nombre de vestiges précapitalistes qui existaient parallèlement à des éléments de développement capitaliste. Mais nous ne parlions pas tant de ces formes arriérées que nous proposons une analyse du capitalisme, et ce qui figurait dans l'ancien programme n'était rien moins qu'une analyse des lois fondamentales du développement capitaliste pur. De même maintenant. Le capitalisme financier dans sa forme "pure" et "catégorique" n'existe nulle part, dans aucun pays. La notion même de quelque chose de "pur" est une abstraction scientifique, comme toute notion scientifique. Mais le capitalisme financier est la chose la plus typique qui définit le caractère de la nouvelle époque et de la nouvelle tendance. C'est donc sur elle que doit se concentrer l'attention.

Quant à la nécessité d'une continuité avec l'ancien programme, elle me semble être une piété inutile, une vénération inutile pour notre passé. Bien sûr, il y a eu beaucoup de bonnes choses. L'analyse qui était dans notre programme était absolument correcte. Mais même avant le marxisme, beaucoup de bonnes choses ont été dites. On peut aussi dire beaucoup de choses sur l'ère du capitalisme marchand. La question est de savoir ce qui est opportun. Nous devons raisonner d'un point de vue pratique. C'est du point de vue du programme que nous présentons maintenant que nous devons nous attarder sur la caractérisation de l'époque qui existe aussi maintenant. Nous avons maintenant un capitalisme financier, pas un capitalisme en général.

Mais les camarades pensent qu'il y aura une terrible levée de boucliers contre nous de la part de nos adversaires politiques, qui diront que nous avons jeté ce qui était juste dans notre programme. Il me semble que cela n'a pas d'importance. Ils ont suffisamment de raisons pour crier contre nous à chaque occasion. Nous n'avons rien à craindre de cela.

Cependant, je crois que cette question de la partie théorique de notre programme est à 9/10 une question de forme. Si nous ne disposons pas d'un projet satisfaisant, d'un bon projet de réécriture de la première partie, j'estimerai nécessaire de voter pour le projet que nous avons, sans retarder l'adoption du programme, sans le soumettre à une commission de révision de cette partie théorique. L'expérience a montré que si nous le soumettons à une commission, il faut environ un an avant que

la commission produise un projet raisonnable. Je considère que cette question est de nature formelle. Je suggère que s'il n'y a pas de nouveau projet, le projet devrait être accepté tel qu'il est actuellement rédigé par la commission.

Un autre point de désaccord qu'il me semble nécessaire de souligner est la formulation du point sur la nationalité dans notre programme.

Il s'agit du droit des nations à l'autodétermination. Il y a deux points principaux et incontestés dans notre programme national, qui sont les suivants. La première est qu'elle doit être fondée sur le désir d'unification du prolétariat de toutes les nations. Il s'agit d'une disposition absolue et indiscutable qui est formulée au début du premier paragraphe du programme national du PCR. Une autre disposition absolument indiscutable stipule que tous les privilèges des nations, toutes les inégalités entre les nations doivent être abolies. Il s'agit là aussi d'une disposition qui ne suscite aucune contestation. Le désaccord commence alors et en ce qui concerne la forme concrète de la revendication, qui consiste généralement dans le slogan du droit des nations à l'autodétermination, c'est-à-dire à la sécession des États. Je ne peux pas développer tout le réseau d'arguments qui pourraient être avancés ici. Je pense que cela serait plus facile à faire dans le cadre d'une discussion. Je me concentre sur le point suivant, que nous pouvons faire maintenant, à l'époque de la dictature prolétarienne ou des dictatures prolétariennes en gestation. Si nous défendons le droit des nations à l'autodétermination, chacun est en droit de nous dire ce qui suit : qu'est-ce qu'une nation ? Au sens strictement scientifique du terme, c'est la totalité de toutes les classes, ce n'est pas le prolétariat ou la bourgeoisie, mais c'est à la fois le prolétariat et la bourgeoisie. Le concept de nation inclut toutes les classes d'une société donnée. C'est pourquoi, puisque nous nous dirigeons maintenant vers une dictature prolétarienne, il me semble que nous ne pouvons pas demander le droit à l'autodétermination d'une nation. Tout le monde dira : si vous dites qu'une nation a le droit à l'autodétermination, alors vous reconnaissez également la soi-disant "volonté de la nation" fictive, qui ne s'incarne normalement dans rien d'autre qu'une consultation de la soi-disant "population entière", y compris les classes dirigeantes, ou dans une assemblée constituante, dans un parlement convoqué sur la base du suffrage universel, égal et secret, qui inclut en premier lieu les représentants des classes dirigeantes. Et notre ligne de base est celle de la dictature du prolétariat ; elle dit que les classes dirigeantes doivent être supprimées par la classe ouvrière, doivent être écrasées par le prolétariat, qui doit s'organiser en un pouvoir d'État. Nous devons à présent proposer une formule qui dise que nous sommes orientés vers une dictature prolétarienne et proposer un slogan correspondant dans la question nationale.

Au sein de la commission, sur la base de la déclaration faite par le camarade Staline au sixième congrès des Soviets, j'ai proposé une formule : l'autodétermination des classes ouvrières de chaque nationalité. Si les travailleurs polonais ne veulent pas être dans un seul état avec nous, nous ne les entraînerons pas par la force, nous sanctionnerons et respecterons la volonté du prolétariat polonais. Mais nous n'approuvons ni ne respectons absolument pas la volonté de la bourgeoisie de la Pologne. C'est cette question, et uniquement celle-ci, qui doit être posée. Par contre, il est parfaitement naturel que pour les pays où le prolétariat ne s'est pas constitué en classe, où il n'a pas réalisé l'opposition de ses intérêts à ceux de la bourgeoisie, où il voit dans sa bourgeoisie "son peuple", où il ne se donne pas pour tâche de réaliser son pouvoir ouvrier, la dictature prolétarienne, pour de tels pays le mot d'ordre du droit de la nation à l'autodétermination puisse être mis en avant. Si pour les colonies, pour les Hottentots et les Bochimans, les Nègres, les Hindous, etc., nous affichons le

slogan : "le droit d'une nation à disposer d'elle-même", nous ne perdons rien. Au contraire, nous gagnons, car le complexe national dans son ensemble portera atteinte à l'impérialisme étranger, et sa lutte s'intégrera dans le système général de lutte contre le régime impérialiste. Le mouvement nationaliste le plus brillant, comme le mouvement hindou, verse objectivement de l'eau à notre moulin parce qu'il contribue à la destruction de l'impérialisme britannique. C'est le point qui a essentiellement divisé les membres de la commission. Je dois seulement ajouter que la formulation du projet de programme fait en partie une concession à ma pensée. Le point 4 du programme national est formulé comme suit : "Pour savoir quel est celui qui exprime la volonté d'une nation de se séparer, le PCR s'en tient au point de vue historique de classe, considérant le degré de développement historique atteint par la nation donnée." Il y a donc généralement un soupçon de l'idée que je développais ici. Cette idée doit être exposée, expliquée et exprimée de manière plus précise et définitive. (*Applaudissements*)

VIII^e Congrès du PC(b)R

Troisième séance

(dans la soirée du 19 mars).

La réunion est ouverte à 18 h 55. Le président est le Camarade Kamenev.

Président : Le mot de la fin est donné par le Camarade Boukharine.

Boukharine : Camarades, il est encore important, tant pour l'ensemble du Congrès que pour l'ensemble de notre Parti, que nous soulevions à nouveau la question d'une introduction théorique. Je pense qu'elle ne sera pas superflue. Le point, vous voyez, est le suivant. Le camarade Lénine a souligné à juste titre qu'il n'existe pas de forme pure de capitalisme financier. Mais en réalité, il n'existe aucune forme pure de capitalisme. La forme pure de tout système est une notion abstraite. Y a-t-il jamais eu un capitalisme pur, non seulement un capitalisme financier mais un capitalisme pur en général, dans un pays ? Bien sûr que non. Il y a toujours eu une masse de vestiges de relations féodales pendant la période de développement capitaliste. Mais la question se pose : que devons-nous inclure dans le programme, quel doit être le sujet de l'analyse du programme ? Et c'est ici, camarades, que nous devons dire que tout programme doit avant tout être basé sur une analyse du noyau, sur une analyse de la racine. Les autres éléments, en fonction de leur importance, peuvent être inclus ou non dans le programme, mais le centre de gravité doit se situer dans cette racine et ce noyau. Lorsque notre ancien programme de 1903 était en cours de rédaction, alors, comme tous les camarades le savent, il y avait encore un débat entre les marxistes et les *narodniks* sur le "sort du capitalisme en Russie". La Russie de l'époque était un pays où la part du capitalisme était extrêmement faible. Mais sur quoi était basée la partie théorique de ce programme ? Était-elle fondée sur une analyse des relations précapitalistes ? Bien sûr que non. Elle était fondée sur une considération des relations purement capitalistes. Et maintenant, la même méthode, qui nous a correctement guidés dans l'élaboration de notre ancien programme, doit être appliquée à la prochaine étape du développement du capitalisme.

De même que la Russie représentait alors un pays économiquement arriéré, précapitaliste, dans lequel le capitalisme se développait, de même l'économie mondiale de la dernière période représente avec une force énorme le développement des relations financières-capitalistes sur le fond des relations capitalistes industrielles. Et le camarade Lénine lui-même le reconnaît. Il dit que lorsque nous regardons la racine, cette racine est le capitalisme financier. Lorsque nous déterminons nos politiques, nous ne pouvons faire un pas sans toucher cette "racine". C'est précisément à partir de cette racine, qu'ilitch reconnaît lui-même, que le programme doit être construit.

Donc le fondamental et le typique de notre époque, c'est le capitalisme financier, qui plus est à l'âge de sa décomposition, parce que ce capitalisme financier n'est pas au zénith de son développement, mais il descend, la courbe de son développement descend. De ce point de vue, Lénine a tort lorsqu'il affirme que le capitalisme financier est une superstructure au-dessus de la société capitaliste, que la libre concurrence est la véritable essence de la question et qu'au-dessus d'elle se trouve une coquille

capitaliste financière. Mais une coquille ou une superstructure peut-elle être une racine ou une base ? Il s'agit clairement de deux concepts qui s'excluent l'un l'autre.

Beaucoup plus sérieusement le camarade Lénine a objecté, à son honneur, sur une autre question. Ici vous avez le capitalisme qui a atteint une certaine phase de développement. Il se décompose, mais sur le terrain de cette décomposition, nous avons en partie un retour aux formes de l'économie de la marchandise simple. Les artisans se développent, les petites industries apparaissent, et nous savons que des petites industries naissent les grandes industries capitalistes. Par conséquent, conclut le camarade Lénine, nous devons citer l'ancien programme et inclure dans le nouveau programme une analyse de ces phénomènes dont parle notre programme de 1903. Mais voici le principal défaut des arguments du camarade Lénine. L'argument de Lénine est qu'il place toute cette évolution dans une perspective historique qui n'est pas réaliste. Il dit : "Qu'est-ce que le paysan ? C'est un vestige du système pré-capitaliste. Nous devons savoir et voir que le paysan n'est qu'un simple producteur de marchandises." Mais là n'est pas la question. Si nous considérons maintenant l'agriculteur comme un producteur de marchandises ou l'artisan, qui renaît sur la base de la décadence du grand capitalisme, la formation de l'ancienne forme de marchandise simple ne devrait pas encore servir de base à la naissance du nouveau capitalisme. Poser la question de cette manière reviendrait à admettre l'irréalité de la perspective d'une révolution socialiste.

C'est un fait que ces phénomènes existent, et même un fait qu'ils se développent, mais ce n'est pas un fait qu'ils conduiront à une nouvelle renaissance des relations capitalistes. Nous devons les considérer non pas comme le point de départ d'un nouveau cycle de développement capitaliste, non pas comme le germe du grand capitalisme à ressusciter, mais comme un processus de désintégration des anciennes formes capitalistes, qui ne conduira pas à la renaissance de nouvelles formes capitalistes, mais, exprimant la désintégration des anciennes, devra conduire à de nouvelles formes d'organisation socialiste de l'économie sociale.

Ici, camarades, je me permettrai de faire référence à un exemple curieux. Lorsque nous avons souscrit à la Socialisation des terres, lorsque nous avons fait un certain compromis avec la paysannerie, nous avons dit que la socialisation des terres avec sa péréquation, avec ses aspirations petites-bourgeoises, avec son passage à des formes beaucoup plus anciennes d'économie sociale, avec l'attachement du propriétaire à un bout de terrain - que ce programme n'était pas aussi néfaste dans les conditions d'un renversement socialiste que dans d'autres perspectives. Ces considérations étaient correctes, marxistes tout à fait justifiées, et nous n'avons aucune raison de refuser cette compréhension. Si nous acceptons l'un ou l'autre des arguments liés à cette question, la question du camarade Lénine tombe entièrement. Je ne parlerai pas, camarades, par économie de temps, des autres arguments liés à cette question.

Je dirai quelques mots sur le point du programme concernant la question nationale, qui a été défendu par le camarade Lénine. Lorsqu'il a dit que le programme devait être écrit et formulé avec précision, on a observé qu'il était confus. Parfois, il semblait vraiment pencher vers la méthode pirsonienne-machovienne de description pure, que lui reprochait le camarade Pyatakov, c'est-à-dire que le programme est un appareil d'enregistrement qui enregistre ce qui existe, rien de plus. Sur la base de cet enregistrement, sur la base d'une analyse de ce qui existe, nous devons nous fixer un but précis que nous nous efforçons d'atteindre mais un vrai but implique qu'il ne soit pas atteint car personne ne se fixe comme but, par exemple, de placer une lampe donnée sur une table à un endroit

donné, puisque cette lampe s'y trouve. C'est aussi clair que deux fois deux font quatre. Mais quand le camarade Lénine dit que nous ne faisons qu'écarter la question, que nous décrétons l'"abolition" des nations, c'est faux, c'est une mauvaise interprétation des vues que nous défendons. Une nation est un fait certain, et la formule même - "Je ne reconnais pas de nation" - est, bien sûr, un pur charabia, une pure absurdité. Ce n'est pas la question. Je suis contre le slogan "le droit d'une nation à l'autodétermination". La question est la suivante : abolir ce slogan ou ne pas l'abolir, le reconnaître ou ne pas le reconnaître ? Ici, l'un des camarades, Osinski, a soumis cette question à une très longue discussion. Il a dit : le droit d'une nation à l'autodétermination, ce n'est pas un vrai slogan, mais un slogan démonstratif. Si nous sommes engagés dans l'affichage de slogans démonstratifs mais irréalistes, qui ne feront plaisir qu'à nos oreilles, cela ne mènera à rien de bon. Le camarade Osinski pensait qu'avec ce slogan, nous pourrions mieux exposer [démasquer ?] la bourgeoisie. Les pacifistes bourgeois disent qu'ils ne veulent pas de militarisme et lancent le slogan du désarmement. Nous disons, nous luttons contre le slogan du désarmement en mettant en avant le slogan de l'armement du prolétariat. Certains partis socialistes, qui plus est de l'aile gauche, ont également lancé le slogan du désarmement, par exemple le parti norvégien, le parti suédois, etc. Mais nous les critiquons, nous ne sommes pas d'accord avec eux. Nous disons : c'est peut-être une bonne chose pour démasquer la bourgeoisie, parce qu'elle n'optera jamais pour le désarmement, mais ce slogan n'est pas un vrai slogan, mais un slogan utopique, et il ne mènera le prolétariat absolument nulle part. C'est ainsi que nous posons la question. Et sur le point du désarmement, nous avons toujours eu une totale unanimité avec le camarade Lénine. Nous pouvons donner plusieurs exemples de ce type dans la question de nos slogans. Nous luttons contre le militarisme bourgeois - et le militarisme est toujours bourgeois, et la phrase même de " militarisme rouge " est une absurdité contradictoire - nous luttons contre le militarisme et pourtant nous n'élevons pas le slogan du désarmement. Si de telles combinaisons sont possibles dans cette matière, pourquoi ne le sont-elles pas dans le domaine de la question nationale ? Nous luttons contre toute forme d'oppression nationale, nous ne voulons pas traîner qui que ce soit en laisse, néanmoins, dans ce cas, nous ne présentons pas le slogan "le droit des nations à l'autodétermination" tout comme nous ne présentons pas le slogan du désarmement. L'autre question de la politique étrangère, la question du protectionnisme et du libre-échange, la question de la politique douanière. Sommes-nous pour des politiques protectionnistes ou non ? Non, nous sommes contre. Mais cela veut-il dire que nous mettons en avant le slogan du libre-échange ? Non. En ce qui concerne la question nationale, je pense que notre position doit être la même : contre toute restriction des nationalités, pour leur complète égalité, mais contre le slogan "le droit des nations à disposer d'elles-mêmes". Cette position est tout à fait légitime et tout à fait acceptable.

Je ne peux pas, camarades, m'attarder sur les objections scolastiques soulevées par le camarade Osinski. Il a absolument le même complexe d'idées, la même carapace verbale que les idéologues de la bourgeoisie, tels qu'Adam Smith. Cette formulation de la question me semble bourgeoise du début à la fin. Si le camarade Osinski avance l'argument selon lequel, bien que ce slogan sente la démocratie, il est avancé parce que la politique internationale du prolétariat est en retard par rapport à sa politique intérieure, s'il considère cet argument comme sérieux, alors Dieu sait ce qui peut être réalisé. Pendant la guerre impérialiste, la bourgeoisie et les patriotes sociaux ont mis en avant le slogan "défense de la patrie". Et maintenant, le camarade Osinski est susceptible de dire que le prolétariat devrait trouver le slogan de la "défense de la patrie", car il n'est pas assez mûr dans le domaine de la politique étrangère. Je dois dire que je suis profondément convaincu que le droit des nations à l'autodétermination a une affinité logique avec le slogan de la défense de la patrie. Mais le

droit à une patrie bourgeoise dans les temps que nous vivons est un droit à la bêtise, une chose nuisible. Je ne pense pas que nous devrions reconnaître ce "droit", ce droit que nous ne pouvons pas défendre.

Quant aux colonies, je dois dire - et dans ce cas le camarade Pyatakov est d'accord avec moi - que la situation historique y est complètement différente. - Ce n'est pas la façon marxiste de présenter les choses que d'ignorer cette situation et de dire que nous devons tout couper en une seule tranche. Le marxisme donne une analyse concrète d'une certaine époque historique. Il faut donc être paré pour toutes les occasions. Si nous présentons ici des slogans différents pour les pays plus développés et les pays plus arriérés, cela est tout naturellement dû aux conditions différentes dans lesquelles vivent ces pays. Si nous devions donner un seul slogan pour différentes périodes historiques, nous abandonnerions tout le marxisme. Je dois souligner le côté le plus curieux de l'affaire, qui n'a pas été abordé par le camarade Lénine. Il a constamment défendu son point de vue et s'est très peu attardé sur l'argumentation venant de notre côté, qui dit que le slogan "le droit des nations à l'autodétermination" contredit les principes de la dictature prolétarienne. Il a dit que le prolétariat des différentes nations vient à la dictature de différentes manières. En effet, il existe une très grande variété. Je ne pourrais pas être plus d'accord. Mais nous devons donner un sens à ce chaos tout en formulant notre programme. Nous devons définir des types communs. L'émission se distingue du simple regard sur la réalité en ce qu'elle fait le point sur ce patchwork de réalité, qu'elle le couvre dans son ensemble et établit des relations typiques. Est-il possible de les établir ? Je dis qu'il est possible d'établir ces relations typiques. Les relations existantes peuvent être divisées en deux grandes catégories. La première catégorie : le prolétariat accède au pouvoir d'État, il est confronté à la tâche de mettre en œuvre la dictature du prolétariat, il est conscient de lui-même en tant que classe qui s'oppose au régime bourgeois. Il s'agit d'un type de relation. Et l'autre type, où il n'y a pas de relation différenciée. Cette formulation sera scientifiquement justifiée, se basera sur les faits, sur ce qui est là, sans rien balayer par décret ou par parole ou par vœu pieux. Nous devons faire preuve d'une demande programmatique correctement fondée sur la science, sur des bases scientifiques.

Je ne m'attarderai pas davantage sur ces deux questions. Le camarade Lénine a eu raison de dire que la question nationale a en fait pris plus de place dans la discussion qu'il ne serait nécessaire en fonction du poids spécifique qu'elle a dans notre programme. Je pense que cela a un bon côté. Cela montre que dans d'autres parties du programme nous sommes plus ou moins unis, cela montre que dans d'autres domaines la solidarité règne.

Ensuite, il me semble nécessaire de m'attarder sur les objections formulées par d'autres opposants. Par exemple, le camarade Riazanov a critiqué ici le projet sous différents angles, mais aucun de ses arguments n'a été suffisamment étayé. Malheureusement, le camarade Riazanov a l'habitude de dire un certain nombre de choses qui ne sont pas directement pertinentes. Néanmoins, je vais essayer de trouver dans ses objections plusieurs arguments qui sont essentiels dans notre débat sur le programme du Parti. Je trouve nécessaire de noter, tout d'abord, ses objections concernant les syndicats. Le camarade Riazanov, j'en suis profondément convaincu, conserve dans sa position un élément de la position menchévique. Il nous reproche d'avoir dit dans le projet de programme que l'organisation de la production, sa gestion, le contrôle de la production - en un mot, toute la somme des éléments d'organisation de la production doit être basée sur les syndicats. Le camarade Riazanov, arrivant à ce point, dit : "Pourquoi le faire ? Il est nécessaire que les syndicats devraient être en charge d'un seul département de la production, - seulement la force de travail". Je crois que

ce point de vue se résume en fait à la soi-disant "indépendance" des syndicats, qui est défendue par les mencheviks. Je ne dis pas que le camarade Riazanov veut consciemment aider les mencheviks. Non, mais je dis que c'est sans aucun doute un point de vue extrêmement nuisible. Riazanov veut consciemment aider les mencheviks. Non, mais je dis que c'est sans aucun doute un point de vue extrêmement nuisible. Non seulement parce que cela entrave le pouvoir soviétique, son activité économique, qui est la plus essentielle, mais aussi parce que retirer aux syndicats la fonction d'organiser la production, c'est remettre l'affaire de la gestion aux rats bureaucratiques. L'organisation de la production doit désormais être au centre de notre travail d'organisation à l'échelle générale. Pour organiser la production, nous devons nous appuyer sur une certaine organisation de masse du prolétariat. Sur laquelle ? Nos camarades ont créé une nouvelle forme d'association de production - les syndicats de production. Nous nous sommes appuyés sur les syndicats depuis le début, et c'est une bonne chose que dans la révolution d'octobre nous ayons eu une organisation de la classe ouvrière aussi puissante, liée à la production, sur laquelle les autorités soviétiques pouvaient s'appuyer pour organiser la production.

Ce serait une véritable folie si nous devions retirer ces fonctions aux syndicats. Au contraire, nous avons besoin que les syndicats embrassent encore plus de membres, qu'ils attirent encore plus de masses laborieuses dans leurs organes d'administration et de contrôle, afin de soutenir la charpente sur laquelle repose notre production, qui est dans un état de délabrement extrême. En ce qui concerne nécessité d'attirer des spécialistes, le camarade Riazanov a beaucoup parlé et fait beaucoup de discours, mais n'a pas donné un seul argument raisonnable, sauf pour dire que parmi ces spécialistes il y a beaucoup de contre-révolutionnaires. Nous le savons. Beaucoup d'entre eux sont inaptes à tout, nous le savons aussi. La question est de savoir s'il faut les utiliser ou non, et si oui, comment ? Il n'a pas répondu à cette question et ses chaussons à pointe sont restés suspendus dans l'air avec peu ou pas de signification.

Je passe sur les autres camarades qui ont fait des objections à notre programme et je m'attarde sur les objections faites par le camarade Sounitza³ comme le plus extrême. Il dit que toutes nos déclarations sont trop pratiques, il a besoin de quelque chose qui soit "édifiant". Le camarade Sounitza, semble-t-il, ne peut pas encore se mettre sur les nouveaux rails, il est plein de vestiges politiques dont il doit se débarrasser, et le plus tôt sera le mieux. Maintenant, lorsque vous devez prendre la parole dans des rassemblements, les camarades ouvriers ne se contentent plus de grands mots, ils exigent qu'on leur dise et qu'on leur montre comment il faut faire les choses. C'est tout à fait compréhensible, parce que maintenant nous ne partons pas à l'assaut direct de nos ennemis, mais nous sommes dans la phase où nous devons faire un énorme travail au jour le jour. Toute la charge du travail du Parti est de veiller à ce que l'enthousiasme avec lequel nos soldats ont renversé le gouvernement de Kerenski soit préservé dans le travail quotidien. Un homme russe est capable

3. Sounitza L.B. (né en 1887) - membre du VKP(b) depuis 1904, jusqu'en 1918 en émigration. En 1912, il rejoint le groupe de Trotsky. Pendant la guerre, a maintenu des contacts avec le groupe de gauche de la social-démocratie autrichienne. A la fin de 1917, il organise un groupe bolchevique à partir de sociaux-démocrates russes parmi les émigrés russes. En 1918, il participe à la formation du parti communiste germano-autrichien. Expulsé d'Autriche par le gouvernement de Renner à la fin de 1918, il est venu en Russie et a travaillé dans la première armée en tant qu'officier politique. Dernièrement, il était directeur de l'Institut d'ingénierie agricole de Novoherkassk. Au VIII^e Congrès du Parti - un délégué avec voix délibérative de la 1^{re} armée. Sur la question nationale, lors de la discussion du programme, a défendu le point de vue de Boukharine. Sur la question militaire, il a voté pour les thèses de l'opposition. - 86, 102, 115, 116. [[index des pages de l'édition russe de 1933](#)]

d'actes héroïques, mais il n'est pas capable d'un travail héroïque de minute en minute, d'heure en heure, de jour en jour. Il ne s'agit pas d'un renoncement à une position révolutionnaire. Elle n'a rien à voir avec l'état d'esprit qui a émergé après la gueule de bois révolutionnaire de 1905, lorsque les liquidateurs sont apparus, lorsque les Jalons sont apparus, lorsque le slogan a été mis en avant pour planter des choux au lieu de la révolution. À l'époque, notre tâche n'était pas de planter des choux, mais de préparer le renversement de la bourgeoisie.

Mais quand on a subverti la bourgeoisie, il faut penser à planter des choux, sinon on va mourir de faim. La question est ainsi posée, et la meilleure façon pour nous de soutenir la révolution internationale est d'organiser notre économie et de travailler énergiquement à la construction du socialisme. J'ai beaucoup travaillé avec des camarades étrangers, et je sais très bien que le principal argument contre nous parmi nos adversaires est que nous n'avons pas organisé notre vie économique. C'est pourquoi le meilleur outil de propagande sera l'organisation de nos forces. Si nous plantons suffisamment de choux, si nous ne mourrons pas de faim, nous prouverons en effet beaucoup de choses.

Mais nous devons aussi développer notre construction socialiste dans le système général des révolutions prolétariennes qui ont lieu. Et j'ai insisté sur une introduction théorique qui donnerait une perspective claire de la révolution socialiste en cours. La critique du camarade Sounitza a émis une critique tenace en disant que nous n'avons rien dans le projet sur l'impasse à laquelle la guerre avait conduit, sur la nécessité d'organiser l'économie. Nous avons cela dans notre programme, nous disons que nous sommes dans une impasse à cause de la guerre et que nous ne pouvons en sortir que par des mesures décisives. Notre tâche est d'unir les économies des différents pays. Nous avons tout cela dans le projet et c'est écrit noir sur blanc.

Je dirai encore une chose, a priori essentielle, mais qui en réalité n'est pas un argument convaincant. C'est ce que le camarade Sounitza et quelques autres camarades ont dit à propos du paragraphe sur le paysan moyen. S'il y a une clause selon laquelle nous devons faire des concessions au paysan, il ne s'ensuit pas que de cette manière notre parti devienne un parti paysan. Lorsque nous faisons des concessions à l'impérialisme allié, cela signifie-t-il que le camarade Lénine va se transformer en Clemenceau ? Lorsque la classe ouvrière fait certaines concessions à une autre classe, cela en fait-il une classe différente ? Non, c'est une manœuvre politique consciente, un objectif conscient qui est causé par cette combinaison particulière de forces, par la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière. Elle peut avoir telle ou telle attitude envers l'autre classe sans perdre un iota de sa nature de classe, de sa volonté organisée de classe.

Je ne veux pas encore m'attarder sur toute la série d'objections qui ont été faites ici, car elles concernent les détails. On peut se féliciter que le programme du parti ait suscité un débat aussi animé. Je pense que de nombreux arguments ont été avancés ici sur des points déjà mentionnés. Je pense qu'il est plus approprié de soumettre le projet à une commission élargie et cette commission élargie devrait présenter le projet final du programme au congrès. (Applaudissements.)